



# Assemblée générale

Distr. limitée  
30 avril 2021  
Français  
Original : anglais

---

## Comité de l'information

### Quarante-troisième session

26 avril-7 mai 2021

Point 10 de l'ordre du jour

**Examen et adoption du rapport que le Comité présentera  
à l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session**

## Projet de rapport du Comité de l'information

### Chapitre III

#### Débat général

*Rapporteur* : Darren Camilleri (Malte)

1. Au cours du débat général des déclarations ont été faites par les représentants de la Guinée (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de l'Union européenne, de la Colombie (au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies), du Cabo Verde (au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), des Philippines, du Costa Rica, du Japon, de l'Inde, du Portugal, du Pakistan, de la Jamaïque, de la République populaire démocratique de Corée, du Brésil, d'Israël, de l'Égypte, de Malte, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Cuba, de la Lettonie, de l'Ukraine, du Maroc, du Venezuela (République bolivarienne du), d'El Salvador, de l'Argentine, de l'Équateur, de l'Angola, de la Chine, du Bangladesh, du Népal, de l'Espagne, de l'Indonésie, de la Côte d'Ivoire (également au nom du Groupe des ambassadeurs francophones), du Liban, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la Fédération de Russie, de l'Afrique du Sud et de l'Iran (République islamique d').

2. Le débat général a débuté après une déclaration du Président du Comité. Celui-ci a fait remarquer que, alors que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continuait de toucher les populations du monde entier, l'humanité se trouvait à un moment critique de son histoire. Il a déclaré qu'il était plus indispensable que jamais que l'Organisation des Nations Unies diffuse des informations fiables, neutres et objectives pour lutter contre la prolifération d'informations erronées et la désinformation. Il s'est félicité de la campagne « Verified » lancée par le Département de la communication globale, qui constituait une initiative importante pour s'attaquer à ces dangers avec diligence. Il a salué l'action menée par le Département pour que ses produits et services soient multilingues, tout en soulignant qu'il était possible de faire plus en ce sens.



3. La Secrétaire générale adjointe à la communication globale, Melissa Fleming, a également fait une déclaration, dans laquelle elle a présenté les diverses activités et initiatives menées par le Département. Elle a fait remarquer que l'« infodémie » avait immédiatement mis à l'épreuve la stratégie de communication globale que le Département venait de lancer et qui pourrait être appliquée à d'autres questions, notamment aux objectifs de développement durable, aux femmes et à la paix et à la sécurité, et aux changements climatiques.

4. Lors de l'examen des questions de fond dont le Comité était saisi, de nombreux représentants, dont ceux prenant la parole au nom de grands groupes, se sont dits préoccupés par l'« infodémie », notamment par la prolifération d'informations erronées et de la désinformation durant la pandémie de COVID-19. De nombreuses délégations ont fait observer que la pandémie avait mis en évidence le fait qu'il fallait que l'Organisation communique plus rapidement et plus stratégiquement et de manière plus complète. Les intervenants ont salué l'action menée par le Département pour traiter ce problème au moyen de la diffusion en temps utile d'informations factuelles et fondées sur des données scientifiques dans les médias modernes et traditionnels dans les six langues officielles. De nombreux intervenants ont pris note avec un intérêt particulier de la campagne « Verified » menée par le Département pour lutter contre les informations erronées et la désinformation et exprimé leur soutien à celle-ci. Les intervenants ont tout particulièrement félicité le Département d'avoir mis en œuvre les campagnes « Ensemble seulement » et « Marquons une pause ». De nombreux intervenants se sont félicités de l'adoption de la résolution 75/267 de l'Assemblée générale, par laquelle celle-ci a proclamé la semaine du 24 au 31 octobre de chaque année Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information qui, selon un grand nombre d'entre eux, contribuera à lutter contre ce problème.

5. S'il est vrai que de nombreux intervenants ont félicité le Département pour son utilisation des médias sociaux et des campagnes numériques aux fins de la diffusion des travaux de l'Organisation, ils ont également évoqué le problème croissant du fossé numérique dans les pays et entre ceux-ci, nombre d'entre eux indiquant que ce fossé s'était élargi pendant la pandémie. De nombreux représentants ont encouragé l'Organisation à prendre des mesures pour améliorer la desserte Internet. En outre, plusieurs intervenants ont demandé instamment au Département de continuer à allouer des ressources aux médias traditionnels, tels que la presse écrite, la télévision et la radio, sur lesquels une part considérable de la population mondiale compte encore. Les intervenants ont souligné qu'il fallait que les médias soient plus inclusifs et proposent, par exemple, des vidéos sous-titrées et des interprétations en langue des signes, afin que chacun, notamment les groupes vulnérables et les personnes en situation de handicap, ait accès aux informations diffusées par l'Organisation.

6. De nombreux représentants ont noté avec inquiétude l'augmentation des discours de haine au cours de l'année écoulée, qui trouvaient un écho dans le racisme, les persécutions religieuses et la xénophobie, en particulier. De nombreux représentants ont condamné la prolifération des discours de haine et salué la campagne « Verified », qui ouvre la voie en diffusant des informations factuelles et fondées sur des données scientifiques pour combattre ces discours. À cet égard, plusieurs représentants ont fait part de leurs inquiétudes concernant la restriction de la liberté d'expression. Plusieurs intervenants ont évoqué la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse et souligné qu'il fallait protéger les journalistes et garantir l'accès public à l'information, tandis qu'une délégation a souligné qu'il importait d'apprécier à sa juste valeur la contribution des journalistes et d'assurer leur sécurité.

7. Plusieurs représentants, dont ceux prenant la parole au nom de grands groupes, ont souligné l'importance du multilinguisme et de l'égalité des langues, non

seulement pour ce qui est de permettre au Département de s'acquitter de son mandat, mais aussi s'agissant de promouvoir les valeurs de l'Organisation, notamment l'inclusion, la transparence et la responsabilité. L'utilisation des six langues officielles doit être équilibrée afin de refléter la diversité et de promouvoir efficacement l'Organisation auprès d'un public mondial. Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité de créer des contenus originaux dans les six langues officielles, plutôt que de traduire d'une langue à l'autre. Un intervenant a réaffirmé que le Département devait délaisser la culture de la traduction et passer à une véritable culture multilingue. Plusieurs délégations ont également relevé la croissance spectaculaire de l'audience hispanophone et demandé au Département de tenir compte de ce facteur lors de l'allocation des ressources. Si certains intervenants ont constaté que la capacité du Département de mener à bien son mandat était limitée, notamment en ce qui concernait l'utilisation des langues non officielles, ils l'ont exhorté à explorer de nouveaux modes de financement ainsi que la possibilité de recourir à des contributions volontaires.

8. De nombreux représentants ont remercié le Département d'avoir assuré la continuité des opérations durant la pandémie de COVID-19 et appliqué la stratégie de communication globale, première stratégie de ce type pour l'Organisation. Une délégation a fait remarquer que la stratégie pourrait être un cadre utile pour s'attaquer aux divers problèmes auxquels fait face le monde aujourd'hui. Plusieurs délégations ont salué la politique de communication stratégique multilingue et multimédia adoptée par le Département pour diffuser des informations et sensibiliser le public à diverses questions, notamment aux objectifs de développement durable et aux changements climatiques. Des intervenants ont félicité le Département pour son programme d'information spécial sur la question de Palestine, tandis qu'une délégation a estimé que sa description de la situation était partielle et fallacieuse. Des représentants ont remercié le Secrétaire général d'avoir lancé un appel à un cessez-le-feu mondial pour mieux se concentrer sur la lutte contre la pandémie.

9. De nombreux intervenants ont rendu hommage aux centres d'information des Nations Unies et salué leur travail. De nombreux représentants se sont félicités du fait que les centres œuvrent à la promotion des mandats de l'Organisation et mobilisent un appui en faveur des travaux de celle-ci au moyen des langues officielles et de langues non officielles. Plusieurs représentants ont salué le travail des centres, qui ont publié des informations en 123 langues en 2019, dont le braille. Des représentants ont affirmé qu'il fallait que les centres diffusent des informations aux populations les plus vulnérables durant la pandémie. Un grand nombre d'intervenants ont réaffirmé leur soutien aux centres et demandé au Département de redoubler d'efforts pour renforcer leurs capacités.

10. Plusieurs intervenants sont convenus de l'importance des partenariats stratégiques avec la société civile, le monde universitaire (notamment dans le cadre de l'initiative Impact universitaire) et le secteur privé. Certains intervenants ont souligné que la prolifération d'informations erronées et de la désinformation pouvait être mieux combattue grâce à ces collaborations, au moyen de la diffusion d'informations factuelles aux partenaires. Plusieurs délégations ont demandé au Département de renforcer les partenariats avec les plateformes de médias sociaux, qui ont une responsabilité majeure dans la protection des citoyens. De nombreux représentants ont également souligné qu'il fallait promouvoir les objectifs et idéaux de l'Organisation auprès des jeunes.

11. Divers intervenants ont souligné que les communications devaient toujours respecter les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, en particulier les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

12. De nombreuses délégations ont encouragé le Département à promouvoir davantage les opérations de maintien de la paix et les soldats de la paix servant dans des conditions difficiles, notamment les soldates de la paix. Les représentants ont rendu hommage aux soldats œuvrant pour la paix dans le monde entier pour avoir continué leur travail durant la pandémie de COVID-19.

---